

Opinions des candidats au Conseil administratif en Ville de Genève sur l'économie sociale et solidaire (questionnaire envoyé à tous les candidats)

1 : Pensez-vous qu'il faille développer l'économie sociale et solidaire à Genève, qui représente 10% des emplois ?

Esther Alder (Les Verts, LV) : Développer l'économie sociale et solidaire est une nécessité absolue ! J'en ferai le cadre de référence de la politique de je mettrai en œuvre : pourquoi ?

Parce que construire une société durable demande une remise en cause du système économique en vigueur.

Notre manière de produire et de consommer génère la croissance des inégalités sociales tout en programmant une catastrophe planétaire.

Il faut penser l'économie autrement ! Vers plus de responsabilité individuelle et sociale, vers davantage de solidarité, vers un plus grand souci envers les plus démunis d'entre nous. L'ESS est la clé qui aujourd'hui nous permet d'ouvrir des perspectives sur l'avenir. Elle repose pour moi sur 4 piliers:

- *L'économie sociale* - notamment sous la forme des coopératives à but non (ou peu lucratif) est le premier. Elle permet la propriété collective et partagée de la production. Elle permet aux producteurs de maîtriser leur production et elle garantit aux consommateurs la qualité des produits. Elle rend les uns et les autres responsables.
- *L'économie solidaire* est le deuxième. Elle est indispensable pour que chacun, quel que soit son parcours, ses compétences, ses difficultés durables ou passagères, puisse trouver sa place dans la société. Cette place passe aujourd'hui par un emploi, et cet emploi doit parfois être encadré.
- *Les politiques d'insertion et de réinsertion* en faveur des demandeurs d'emploi constituent un troisième pilier, complémentaire aux deux premiers. Le rôle des associations de réinsertion, notamment dans le domaine de la formation et de l'assistance aux chômeurs joue ici un rôle extrêmement important.
- *La responsabilité sociale et environnementale* est le quatrième pilier qui, partant des entreprises de l'ESS, permet de développer dans l'ensemble de la société une éthique financière, une éthique de la rémunération, une éthique de la prise de décision dans l'entreprise, une éthique de la durabilité, une éthique de la solidarité.

Les entreprises de l'ESS sont le plus souvent des associations ou des coopératives. Une de mes priorités politiques est de renforcer le soutien aux associations et coopératives, parce qu'elles produisent davantage de lien sociale que les entreprises classiques et qu'elles sont davantage tournées vers la proximité.

Michel Chevrolet (PDC) : Pour le PDC et son candidat au CA, il est fondamental de faire en sorte qu'il y ait une juste répartition des biens et du travail au sein de notre population. Il ne doit pas y avoir d'exclus et les pouvoirs publics ont pour mission que cette répartition se réalise pour le bien de tous. C'est la doctrine de notre parti et c'est pourquoi, je ne peux qu'approuver les buts d'Après-GE.

Boris Drahusak (LV) : Ma réponse est positive. La Ville de Genève va devoir s'appuyer sur des structures polyvalentes qui lui permettent tout à la fois d'agir sur des populations particulières et sur des territoires précis. L'exemple de la Barje est intéressant : structure rentable, réappropriation d'un espace pour les habitants, programmation culturelle, promotion de l'économie locale. C'est un effet « boule de neige » efficace. Genève souffre de sa trop forte parcellisation. Les emplois créés le seront par les entreprises locales. En sus, l'économie sociale et solidaire rappelle le rôle citoyen des

entreprises et leur complémentarité avec les actions d'une ville.

Sami Kanaan (Parti Socialiste, PSG): Oui, il est indispensable de développer l'économie sociale et solidaire à Genève, ainsi que sa reconnaissance et sa visibilité. L'ESS représente un potentiel important et peut contribuer à rééquilibrer le développement économique de Genève, actuellement beaucoup trop axé sur l'importation d'emplois "haut-de-gamme" dans des branches très pointues. La tendance actuelle alimente les déséquilibres en matière d'emploi, de logement, de circulation, et donc de cohésion sociale. Sans devoir porter à elle toute seule le poids d'un tel rééquilibrage, l'ESS peut alimenter un développement plus endogène et durable, avec un ancrage réel dans la population locale.

Pierre Maudet (Parti Radical, PR) :Oui, il faut développer l'ESS, qui représente un complément utile et pertinent au premier marché.

Sandrine Salerno(PSG) : A mon sens, il ne peut y avoir de développement durable de la région franco-valdo-genevoise sans un engagement déterminé en faveur de l'économie sociale et solidaire. Pourquoi ? Parce que je suis convaincue que l'ESS renforce l'économie de proximité et crée des emplois locaux et des activités accessibles à toutes et tous et que je crois profondément dans la capacité de l'ESS à transformer profondément nos modes de production, de consommation et de décision.

2 : Durant votre mandat comme futur/e Conseiller/ère administratif/ve, quelles mesures vous semblent opportunes de prendre pour développer l'ESS à Genève.

Esther Alder (LV): Je ferai de l'ESS le cadre de référence des politiques que je compte mettre en œuvre, parce que penser « social et solidaire » est une manière de voir qui s'applique à toutes les politiques, c'est-à-dire qu'elle peut être mise en œuvre dans tous les domaines, c'est-à-dire, dans tous les départements et tous les services de l'administration municipale. Dans cet esprit, *il nous faut :*

Conditions cadres :

- un-e délégué-e aux associations qui soit également en charge de valoriser les entreprises de l'ESS ;
- favoriser l'accès pour les entreprises de l'ESS aux achats, contrats et soumissions publiques effectués par la Ville d Genève ;
- favoriser l'information au grand public et la communication de l'ESS à Genève ;
- favoriser les réseaux de l'ESS sur le plan de chaque quartier de la ville, et dans la Genève et sa région ; notamment pour l'agriculture contractuelle de proximité ;
- renforcer les incubateurs de l'ESS et mettre en œuvre des éco-sites (notamment l'éco-site des Charmilles) ;
- renforcer la démarche de « guichet unique pour les entreprises de l'ESS » et de guichet unique – dans les quartiers – pour les consommateurs de l'ESS ;
- aider APRES à renforcer des secteurs économiques, dans lesquels l'ESS est encore sous-représentée ;
- favoriser les relations que l'ESS entretient avec les réseaux similaires sur les plans suisse, européen et mondial ; notamment pour favoriser le commerce durable au sein de l'ESS.

Aider les entreprises ESS et changer les mentalités :

- multiplier les accès au crédit pour les entreprises de l'ESS ;
- renforcer les liens entre les entreprises de l'ESS et les associations de ré-insertion ;
- appuyer la formation, notamment pour les cadres d'entreprises ESS ;
- offrir des droits de superficie ou des conditions favorables aux coopératives sociales ;
- accompagner le renforcement de l'éthique de la production, de la distribution et de la consommation au sein de l'ESS ;

- réfléchir – en collaboration avec APRES et d’autres acteurs de l’ESS – à l’opportunité d’une labellisation (locale ou internationale) des produits ESS.

Michel Chevrolet (PDC) : Il est important de promouvoir toutes les possibilités d'entreprises à caractère social et solidaire qui permette à de nombreuses personnes qui ne pourraient pas trouver un emploi dans les entreprises traditionnelles. Dans la mesure où je serais élu, je m'engage à travailler de concert avec votre Association afin de trouver des programmes et des actions concrètes. Je reste donc ouvert à trouver des solutions avec vous et suis ouvert au dialogue dans le but de mettre en place certains de vos projets.

Boris Drahusak (LV) : En tout cas, la Ville de Genève pourrait – par exemple - dans ses exigences, lors d’ouvertures de marchés publics, valoriser l’exigence écologique (le long terme). Elle pourrait, par l’octroi de droits de superficie, stimuler la création de coopératives d’habitation. Elle pourrait – sur le modèle de la Barje – construire des partenariats avec des structures qui créent des emplois de proximité, valorisent l’économie locale, favorisent les liens entre habitants et de faite, permettre une réappropriation des espaces publiques pour le bien de tous. L’intérêt et l’enjeu sont de trouver ensemble la solution la plus appropriée à une situation urbaine problématique.

Sami Kanaan (PSG) : La Ville de Genève a déjà pris un certain nombre d'initiatives dans ce sens, notamment sous l'impulsion de Sandrine Salerno. L'objectif est de maintenir et renforcer cette dynamique, comme axe général de l'action municipale à travers les départements. Le soutien concret à l'ESS peut se décliner à travers la politique d'achats ou celle d'investissements, ou en lien avec l'alimentation dans les restaurants scolaires ou les cuisines de la petite enfance, ou encore dans le cadre de partenariats avec des entités à but non-lucratif pouvant exercer des tâches par délégation de la municipalité. Il faut également renforcer les actions permettant à l'ESS de se développer comme secteur (incubateur, écopôle, mise en réseau, formation, etc.), et évaluer comment intensifier le recours à des entreprises sociales. Concrètement, pour ce qui me concerne si je suis élu, cela dépend bien sûr aussi du département que j'occuperai. Je pense par exemple que le recours à l'ESS dans le domaine culturel, o même dans le domaine du sport, n'est pas encore pleinement utilisé.

Pierre Maudet (PR) : J'ai développé et continuerai de développer de nombreux partenariats avec les entités actives dans le domaine des déchets, du nettoyage et du recyclage, par exemple avec le projet de vaisselle réutilisable pour les grandes manifestations, que nous sommes en train de mettre sur pied.

Sandrine Salerno (PSG) : Durant ma première législature en tant que conseillère administrative à la Ville de Genève, j’ai fait de la promotion de l’économie sociale et solidaire un axe prioritaire de ma politique, raison pour laquelle j’ai décidé d’y consacrer une partie des ressources humaines et financières de l’Agenda 21, dont j’ai la charge.

Ceci s’est traduit principalement par un fort soutien à la Chambre de l’Economie sociale et solidaire, que ce soit pour des projets ponctuels (réalisation de la première étude statistique de l’ESS, Fête des 5 ans) ou pour des projets à plus long terme, tels que la création d’Essaim, le premier Incubateur de l’ESS en Suisse. Cet incubateur s’inscrit dans la réalisation de l’Ecopole à la zone industrielle de Chatelaine, dont l’étude de faisabilité réalisée conjointement entre APRES-GE et la Fondetec a également entièrement été financée par mon département. Les études complémentaires à l’installation de l’Ecopole sont actuellement en cours et j’espère bien accompagner sa réalisation dans la prochaine législature.

En parallèle, j’ai également souhaité réorienter l’ensemble des lignes de subvention dédiée à la promotion économique vers des expériences concrètes de production et de consommation responsables, notamment dans le domaine de l’agriculture de proximité, l’un des secteurs

très actifs de l'ESS à Genève. Plusieurs expériences ont aujourd'hui démarré grâce au soutien de l'Agenda 21 et d'autres sont à l'étude pour la prochaine législature.

De plus, grâce à la restructuration du Fonds chômage de la Ville de Genève (2009), plusieurs structures de l'ESS sont soutenues pour mettre en œuvre des activités d'insertion par l'économie, l'un des volets également important de l'économie sociale et solidaire à Genève.

Enfin, depuis quelques mois, une réflexion incluant les partenaires sociaux est en cours, sous ma responsabilité, afin d'approfondir les critères sociaux et environnementaux existants dans les marchés publics de la Ville de Genève.

Mes ambitions pour 2011-2015 ? Faire aboutir les projets en cours, comme l'Ecopôle et la systématisation des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics mais également continuer à soutenir les projets innovants des acteurs et des actrices de l'ESS à Genève.

3 : Auriez-vous besoin d'un rendez-vous spécifique avec APRES-GE pour approfondir ces questions ?

Esther Alder (LV): Oui ! Pour le rendez-vous avec APRES ! Pour les écouter, mais aussi pour tester les idées et propositions ci-dessus.

Michel Chevrolet (PDC) : Nous serions très heureux de vous rencontrer lors d'un de nos comités à votre meilleure convenance.

Boris Drahusak (LV) : Au-delà d'un rendez-vous ponctuel, il s'agira de faire un point de situation annuel sur les constats de la Chambre de l'économie sociale et solidaire (les constats de terrain sont essentiels), des projets en cours et des collaborations futurs.

Sami Kanaan (PSG) : J'ai déjà eu l'occasion de rencontrer les différents intervenants d'APRES à plusieurs reprises, encore récemment à la Place des affaires ou dans le cadre d'une rencontre entre les acteurs de l'ESS et les Socialistes de la Ville de Genève. Ces contacts doivent être poursuivis et intensifiés, surtout si je suis élu au Conseil administratif.

Pierre Maudet (PR) : Je n'ai a priori pas besoin de contacts supplémentaires, mais plutôt d'un soutien politique face à une majorité rose-rouge-verte au Conseil municipal qui se montre très ambivalente sur l'ESS (cf. vote du budget 2011).

Sandrine Salerno (PSG) : A travers les projets en cours, nous aurons plusieurs occasions de nous rencontrer et je n'hésiterai pas à vous solliciter le cas échéant pour approfondir l'une ou l'autre question, lorsqu'elle se présentera.

N.B. Les réponses ont été classées par ordre alphabétique.